

currence. Ce n'est pas au moment où la Communauté des Nations britanniques pousse les flottes anglaises vers le Pacifique, que le *Foreign Office* s'aviserait de rompre, au profit d'une puissance, l'équilibre méditerranéen. Et c'est bien mal connaître la diplomatie en général que de croire qu'elle peut souscrire à un formel blanc-seing. Il s'est sans doute passé à Livourne entre les deux ministres ce qui s'est tramé à Buchlau le 16 septembre 1908 entre Isvolski et d'Aehrenthal, à la veille de l'annexion par l'Autriche de la Bosnie, ce qui s'est préparé le 11 octobre 1865 à Biarritz entre Napoléon III et Bismarck. Dans ces sortes d'entrevues, un des interlocuteurs parle, propose, sort des plans ; l'autre écoute. Qui ne dit mot consent ? Ce n'est pas sûr.

Nous nous imaginons volontiers qu'il n'est sorti de Livourne aucune tractation précise. Mussolini a besoin de la Grande-Bretagne. Mais les Iles-Britanniques, qui manquent de clientèle, ont besoin du domaine nord-méditerranéen. De là à écouter avec complaisance le plan d'invasion balkanique, politique pour l'Italie, économique pour l'Angleterre, il n'y a certes qu'un pas. Les bureaux du *Foreign Office* n'aiment pas qu'on dérange leurs habitudes. Ils en sont restés encore à la géographie d'avant-guerre, font de Vienne et de Budapest les centres vitaux de l'Europe centrale. Ils sont persuadés que les jeunes États ne sont pas viables. La Pologne a pâti sept ans de cet état d'esprit d'une ignorance pédante. Ils connaissent l'histoire. Ils ne comprennent pas les forces géographiques qui ont créé les nations.

Lorsque, à Biarritz, Napoléon III parla à Bismarck de compensations rhénanes ; quand, à Buchlau, Isvolski